

Moins d'enseignants pour plus de colère

Enseignants et parents ont manifesté hier matin contre les suppressions de postes dans l'enseignement, dénonçant programmes trop légers et classes trop lourdes. Sollicité, le député va demander au rectorat des ajustements.

Non aux classes surchargées, oui à une éducation de qualité ! ». Et autant d'autres slogans qui disaient le bien que les manifestants pensaient de la réforme de l'enseignement et ses conséquences.

Hier matin, deux cent cinquante parents, enseignants et élèves ont battu le pavé naborien, pour protester contre les réductions de postes d'enseignants, notamment dans les lycées.

La Peep et des syndicats d'enseignants (SNES, FO, CGT et Spien) ont répondu à l'invitation de la FCPE pour former un cortège parti du lycée Charles-Jully, qui a rejoint la mairie.

La raison de la colère ? Une trentaine de postes que le rectorat prévoit de faire disparaître à la rentrée (lire par ailleurs le détail). « En septembre les élèves de première vont se retrouver à 35 par classe. Et en 2012 ce sera au tour des Terminales », déplore Jean-Luc Egloff, de la FCPE. Des classes surchargées, ça ne va pas rendre service aux élèves qui ont le plus de lacunes ».

Plus d'élèves moins de profs

Comme ses camarades, il ne comprend pas le choix des coupes : « À Poncelet il va y avoir 200 h en moins et 15 postes supprimés alors qu'il n'y a que 52 élèves en moins ! » Plus flagrant : « À Charles-Jully il y a des effectifs en hausse mais ce sont cinq postes qui seront supprimés, ainsi que 7 autres en section professionnelle ».



Deux cent cinquante personnes ont manifesté hier matin dans les rues de Saint-Avold pour dénoncer les suppressions de postes et un enseignement qu'ils craignent de plus en plus au rabais. Photo RL

Pour la Peep (qui ne demande pas le retrait de la réforme mais des moyens supplémentaires), André Apack indiquait aussi : « Les établissements naboriens doivent être dotés des conditions nécessaires pour répondre à leur objectif : continuer à offrir un enseignement de qualité à son public diversifié ».

Inconvénient de ces classes resserrées : « On n'aura plus des équipements correspondant au nombre d'élèves. Et regrouper de gamins qui ne sont plus de la même section, c'est une ineptie », dénonce Stéphane Bernardi, élu du personnel au conseil d'administration du lycée Poncelet.

Du côté de Charles-Jully, on s'inquiète entre autres pour les séries technologiques : « Avec la réforme, un professeur qui enseignait une matière va devoir en enseigner quatre. Il s'agit réellement d'apprendre de nouveaux programmes. Et le mode de formation express qu'on nous propose est peu convaincant ».

Lors d'une halte devant Poncelet, une des manifestantes rappelait : « On ne se bat pas pour quelque chose en plus mais pour conserver ce que l'on a. Au-delà de Poncelet, c'est tout un bassin qui est déjà sinistré ! ».

Vincent TRIMBOUR

Prochaine étape : « bouger » le rectorat



Le député a promis aux manifestants de demander au rectorat une redistribution des cartes. Photo RL

Une délégation d'enseignants et parents d'élèves a été reçue par le député-maire André Wojciechowski. L'élu indiquait : « Le gouvernement y va un peu fort en suppressions d'emploi. Je vais essayer de faire en sorte que le rectorat redéfinisse ses choix : la Moselle-Est est le secteur où il y a le plus de chômage, c'est ce qu'il faudra que l'on plaide pour se faire entendre ».

Stéphane Bernardi, professeur à Poncelet, soulignait alors : « Le problème est que le rectorat se cache derrière la loi de finances... ».

Mais pour le député, « cette

loi n'empêche pas le rectorat de redéfinir ses choix si on le lui demande ».

Des délégués indiquaient cependant ne pas vouloir « déshabiller Pierre pour habiller Paul » en lésant un autre secteur géographique.

Ils demandaient plus un correctif apporté à la loi de finances. Pas forcément une bonne idée selon André Wojciechowski qui, en revanche, a promis de trouver du temps pour rencontrer le ministre et lui « expliquer que notre secteur a vraiment besoin de formation ».

Egalement envisagé : « Un

rassemblement pour défendre une problématique plus vaste ».

Concrètement, le premier contact parisien touché devrait être Jean-Louis Debré, président du conseil constitutionnel qui sera de passage à Saint-Avold lundi : « Je lui demanderais de relayer une motion ».

Le premier magistrat naborien ira toquer aussi aux portes de Patrick Weiten et Jean-Pierre Masseret et, démarche vraisemblablement la plus efficace : « Dès lundi je vais pendre rendez-vous avec le rectorat pour étudier la situation au cas par cas et trouver des solutions moins douloureuses ».

la phrase

« Ce qui nous inquiète, c'est le nombre d'heures de formation qui va manquer à nos enfants. Quand ils passeront du second degré au supérieur, ça va être très dur... »

de Jean-Luc Egloff, de la FCPE, qui craint un enseignement à minima dans les lycées.

VU ET ENTENDU

Plus de plafond

Le conseiller général Fabrice Boucher (Saint-Avold 1) dont tous les établissements menacés sont sur son canton était de la manifestation : « Un des problèmes est que la suppression des Zep au profit des Réseaux Ambitions Réussite dessert des établissements comme La Carrière ou le Wenheck où, désormais, il n'y a plus de plafond pour un nombre d'élève maximum par classe ».



le chiffre

33

C'est le nombre de postes qui disparaîtraient sur le secteur, en regard notamment de la Dotation Horaire Globale redistribuée dans les établissements.

Lycées : 15 postes en moins à Poncelet, 12 à Charles-Jully.

Collèges : 2 la Carrière, 1 à La Fontaine, 2 à Metzinger

Ecoles élémentaires : 1 à la Carrière, au Crusem au Wenheck et à Lamar-tine (folschviller).